

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6^e ANNEE N° 223
JEUDI 28 MARS 1974

Séguy, Krasucki, Berteloot LES VOILA LES JAUNES !

« Qu'est-ce qui rend le révisionnisme inévitable dans la société capitaliste ? Pourquoi est-il plus profond que les particularités nationales et les degrés de développement du capitalisme ? Mais parce que, dans chaque pays capitaliste, à côté du prolétariat se trouve toujours les larges couches de la petite bourgeoisie, des petits patrons. La petite production a engendré et continue d'engendrer constamment le capitalisme. Celui-ci crée inéluctablement de nouvelles « couches moyennes » (appendice de la fabrique, travail à domicile, petits ateliers disséminés dans tout le pays, en raison des nécessités de la grosse industrie, par exemple le cycle et l'automobile, etc.). Ces nouveaux petits producteurs sont aussi inéluctablement rejetés dans les rangs du prolétariat. Dès lors, il est parfaitement naturel que les conceptions petites-bourgeoises pénètrent encore et encore dans les rangs des grands partis ouvriers. Dès lors, il est parfaitement naturel qu'il doive en être et qu'il en sera toujours ainsi jusqu'aux péripéties mêmes de la révolution prolétarienne. »

Cet enseignement, extrait de « Marxisme et Révisionnisme », écrit par Lénine en avril 1908, correspond bien à la lutte engagée voilà plus de dix ans par les communistes marxistes-léninistes de France.

Le mot d'ordre lancé, propagé, par ces derniers encore peu nombreux, il est vrai, « Arrachons la classe ouvrière à l'influence révisionniste », est devenu une réalité concrète dans les luttes de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, dans les luttes économiques et sociales menées contre la bourgeoisie capitaliste, la classe ouvrière, les masses populaires appliquent de plus en plus la ligne classe contre classe et rejettent la ligne de collaboration de classes du révisionnisme moderne.

Par sa pratique dans les luttes de classes, la classe ouvrière contraint le révisionnisme moderne à se démasquer, à montrer qu'il n'est qu'un produit de la conception bourgeoise du monde.

Le mouvement ouvrier français, en renouant avec ses traditions de lutte, élève sa conscience de classe, porte les luttes à un nouveau degré, notamment depuis mai-juin 1968.

Les initiatives, les responsabilités prises au cours d'assemblées générales de grévistes, — syndiqués et non syndiqués —, n'ont fait que croître et redonnent confiance en la force que représente la classe ouvrière.

Les luttes classe contre classe, à Penarroya, Girosteel, au Joint Français, les Nouvelles Galeries, ... Lip qui est un point d'accumulation et aussi un échec de la ligne révisionniste, a contraint les tenants de cette ligne à mettre les bouchées doubles dans l'application de leur nouvelle tactique, se mettre à la tête des luttes pour assurer le contrôle du mouvement des masses au profit du programme commun de gouvernement, ce programme bourgeois.

Cette nouvelle tactique, appliquée chez Rateau où seule une petite poignée de porte-parole du révisionnisme moderne « défend les intérêts de la France » (discours de clôture de Marchais au Comité central du 20 mars 1974), décide en tout à la place des grévistes, ressemble étrangement à la pratique social-fasciste appliquée en U.R.S.S., en Pologne, en Tchécoslovaquie, dans les « démocraties populaires » soumises à la botte du social-impérialisme soviétique.

Les travailleurs ne veulent nullement de cette dictature social-fasciste. A la S.A.V.I.E.M., Moulinex, aux Houillères de Lorraine, dans les banques, ... les travailleurs veulent la démocratie prolétarienne.

Les travailleurs en lutte dont nous soutenons sans réserve leur détermination dans la lutte classe contre classe sont aussi soutenus par la C.F.D.T. Même si nous avons quelques divergences avec la C.F.D.T. sur l'autogestion ou quelques autres points, nous apprécions le juste soutien qu'apporte la C.F.D.T. aux travailleurs les plus exploités.

Dans ce combat classe contre classe, la polémique qui vient d'éclater au grand jour met en évidence deux tactiques syndicales diamétralement opposées.

L'état-major révisionniste de la C.G.T. a fait donner Berteloot, ce directeur des impôts, ce cadre supérieur dont les salaires dans ce « milieu » tournent autour de 7 à 8 000 francs mensuels. Pour tenter de duper la classe ouvrière, les attaques vont être portées contre la C.F.D.T. Et là nous tenons compte des adhérents, des militants de base de la C.G.T., même s'ils sont trompés actuellement, sont pour leur grande majorité

Suite p. 3.



● A la Saviem les dirigeants de la C.G.T. ont tout fait pour briser la grève, ont appelé à la reprise du travail contre les intérêts des travailleurs.

● Dans les banques, ils s'opposent à la démocratie prolétarienne, tentent de freiner les actions décidées par les comités de grève.

● Dans toutes les luttes ils tentent, faire passer leur ligne de collaboration de classes incompatible avec les intérêts de la classe ouvrière.

● Mais de plus en plus, par sa pratique dans les luttes de classe, la classe ouvrière contraint les révisionnistes à se démasquer.



Encarté dans ce numéro
le numéro 1 de
« LA FAUCILLE »
JOURNAL PAYSAN

Halte à la campagne anti-chinoise !

Avec la complicité du pouvoir qui envoie sa police protéger le train de Yanne-Dassault, Jean Yanne poursuit sa « tournée » à travers toute la France ; nos camarades de Toulouse et de Clermont-Ferrand nous ont écrit la semaine dernière pour nous montrer comment se manifestait concrètement la complicité de Yanne et du pouvoir. Mais ce train, sait-on combien le groupe Yanne-Dassault a dû payer à la S.N.C.F. pour lui faire faire sa balade en France ? Écoutez ce qu'en dit la « République » du Var du 10 mars : « Un somptueux train moqueté et feutré agrémenté d'un wagon sleeping avec lits à deux places, d'une voiture cinéma et d'un restaurant avec cuisine chinoise... C'est le « Forum », suite luxueuse et somptuaire dans laquelle maître Yanne promène sa personne à travers les villes de France et de l'étranger. Un train pas comme un autre dont le coût pour onze jours de voyage est de 250.000 F (actuels). Il est vrai que le producteur-acteur des « Chinois à Paris » n'hésite pas à considérer le cinéma comme une « industrie » et que son film a coûté la bagatelle d'un milliard deux cents millions d'anciens francs. » Yanne-Dassault ne se refusent rien pour alimenter leur campagne anti-chinoise, c'est la première fois en France qu'un film bénéficie d'une telle publicité, de telles faveurs de la part de la S.N.C.F., d'une telle complicité active de la part du gouvernement. Derrière les ignobles insultes contre la République Populaire de Chine, c'est la dictature du prolétariat que Yanne-Dassault et leurs complices attaquent, c'est une campagne anti-communiste qui se dessine. C'est pourquoi le gouvernement protège activement ce film et sa collusion avec Yanne ne fait aucun doute. La campagne anti-chinoise ne vient pas par hasard, pas plus que n'était un hasard le film de Malle Louis, « La-

combe Lucien » ou que ne le sont tous les courants convergents, littéraires ou autres, qui cherchent à réhabiliter les traîtres kollabos. Cette offensive politique et idéologique de la bourgeoisie, dans la situation actuelle, vise en définitive la classe ouvrière, les forces qui la soutiennent effectivement et les forces révolutionnaires de notre pays. Et les révisionnistes ne sont pas les derniers à mener cette offensive, tant leur peur de notre peuple et du communisme, est grande.

De même, les sociaux-impérialistes de Moscou, qui se parent du marxisme pour mieux le combattre et camoufler la haine qu'ils en ont, manifestent quand même leur rage devant les grands succès remportés par la Chine rouge, se faisant depuis longtemps l'un des plus acharnés adversaires de la dictature du prolétariat et montent provocations sur provocations à la frontière de la Chine, où stationnent déjà en permanence plus d'un million de soldats soviétiques. Encore le 14 mars, un hélicoptère soviétique a été obligé de se poser en territoire chinois « en raison de mauvaises conditions atmosphériques » ose déclarer l'agence Tass. A qui fera-t-elle croire ça ? Que faisait un hélicoptère soviétique au-dessus de l'espace aérien chinois ? La même basse besogne que les « diplomates » révisionnistes à Pékin ces derniers mois : de l'espionnage. Les rêves d'agression de la Chine n'ont jamais quitté les sociaux-impérialistes de Moscou et ne les quitteront jamais. Mais le jour où les révisionnistes soviétiques tenteront cette folle aventure sera aussi celui de la fin de leurs visées hégémoniques. Les peuples du monde, et le peuple soviétique en particulier, ne toléreraient pas une agression contre la République Populaire de Chine. Le peuple chinois les balayerait.

“FRANCE NOUVELLE” A LA POINTE DE L'ANTICOMMUNISME

Le film de Jean Yanne — qui, du moins à Paris, ne rencontre par le succès escompté par son auteur et par son commanditaire, le capitaliste Dassault — est à nouveau à l'honneur dans la presse révisionniste. Dans le n° 1479 de « France nouvelle », Albert Cervoni étale sa haine de la Chine et du communisme. Ce M. Cervoni a coutume d'encenser le cinéma bourgeois le plus décadent — son article commence d'ailleurs par une référence au « talent », à la « sincérité » et à l'« humour » de Jean-Luc Godard...

Les Chinois envahissent la France ? Pour Cervoni, cela « ne correspond nullement aux données politiques immédiates ». Entendez : à moyen ou à long terme, cela pourrait se produire... Sans doute, dans son zèle à défendre les nouveaux tsars du Kremlin, Cervoni ne dispose-t-il pas d'une suffisante liberté de jugement pour poser cette simple question de bon sens : pourquoi, alors que l'URSS a massé la plus grande concentration de troupes de l'histoire à 200 km de nos frontières orientales, pourquoi le gros capitaliste Dassault nous présente-t-il la Chine comme un agresseur possible ?

N'hésitant pas à reprendre les vieilles les plus éculées de l'anticommunisme, Cervoni dénonce ensuite le « puritanisme révolutionnaire » des communistes chinois. Puis il en vient au fond du problème : Jean Yanne, et c'est là tout le mal, « confond maïsisme et communisme » !

Voilà donc toute l'argumentation : Jean Yanne est anticommuniste et anti-chinois ; Cervoni est antichinois mais communiste ; donc la Chine n'est qu'un prétexte « subtil » dont s'est saisi Jean Yanne pour faire de l'anticommunisme ! Cervoni n'hésite pas à conclure : « C'est donc le socialisme, le communisme en tant que tel (Marx-Lénine) qui sont visés par personnes chinoises simplement interposées ».

Bientôt sans doute, un plumitif révisionniste nous démontrera que le film de Yanne-Dassault participe à cette fameuse campagne antisoviétique, orchestrée par la bourgeoisie...

Pourquoi donc prendre la Chine comme prétexte ? Justement parce qu'elle prête le flanc à une caricature anticommuniste. Et que, selon Cervoni, Yanne n'a pas à forcer le trait... Dans son film, les Chinois « brandissent, comme on l'a vu dans tant de bandes d'actualités » des plus authentiques, le fameux « petit livre rouge », catéchisme de la « pensée maotsetoung » à tout bout de champ ».

La caricature de l'opéra révolutionnaire chinois (« un bon moment, il faut l'avouer ») « ressemble en fait de fort près au film chinois « Le détachement féminin rouge », copié, plagié avec une certaine fidélité... » Cervoni écrit encore : « Un certain puritanisme effectif de la « morale » officielle en Chine populaire a pu offrir quelque crédibilité au propos » concernant l'interdiction de la « fornication »...

Bref, aux yeux de Cervoni, chaque fois que Jean Yanne salue la Chine populaire, il agit en témoin objectif de la réalité socialiste chinoise.

Notons au passage qu'emporté par sa haine antichinoise, Cervoni manque de délicatesse envers ceux tant sollicités par son parti (du moins en période électorale) : il compare la pensée maotsetoung à une « pensée chrétienne » et prétend que l'on va à l'opéra de Pékin « comme à la messe de 6 heures le dimanche matin ».

Après lecture de l'article de Cervoni, on peut aisément conclure que Jean Yanne n'attaque pas la Chine, la révolution et le communisme avec les mêmes moyens que les dirigeants révisionnistes du PCF. Le débat entre Yanne-Dassault et les révisionnistes est purement un débat de méthodes : sur le fond, ces deux représentants de la bourgeoisie se soutiennent mutuellement.

Note : La campagne antichinoise se développe. La première chaîne TV programme, le 31 mars, le film antichinois américain « L'homme le plus dangereux du monde ». Ne pas manquer la rubrique télé de « l'Humanité » du 1^{er} avril !

A Bayonne, intervention de nos camarades

• Chers camarades,

• Nous vous écrivons pour vous exposer ce que nous avons fait à Bayonne contre le film « Les Chinois à Paris ».

• Tout d'abord, la semaine précédente lors de la présentation du film sur l'écran, nous avons crié de la salle en le dénonçant.

• Durant la semaine nous avons systématiquement arraché les affiches à Bayonne et à Biarritz et nous avons collé des affichettes à leur place. Ces affichettes disaient : « Les Chinois à Paris », film financé par Dassault méprise les peuples de France et de Chine.

• Yanne-Dassault, ennemis de la Chine et du socialisme.

• Yanne-Dassault, racistes, boycottons le film.

• Le samedi soir, nous avons regroupé des amis de la Chine et nous avons monté une intervention.

• Deux camarades sont entrés en payant dans la salle. A l'entracte pendant que l'un d'entre eux allait sur la scène faire une intervention, l'autre faisait signe à une douzaine de personnes à l'extérieur. Alors ces personnes sont entrées sans payer et ont distribué un tract.

• Dans la salle (à moitié vide) il y a eu quelques interventions contre nous mais dans l'ensemble les réactions n'ont pas été hostiles et certains nous ont même applaudis.

• Après cela nous avons quitté la salle dans le calme juste avant l'arrivée de la police.

Correspondant « H.R. », Bayonne.

Lettre d'un lecteur

Je vous écris pour vous faire part de mon indignation devant la sortie du film calomnieux et crapuleux « Les Chinois à Paris » de Jean Yanne. Comme le tristement célèbre Louis Malle auteur du film pétainiste « La combe Lucien », Jean Yanne est aux ordres de la bourgeoisie qui cherche à salir la lutte des peuples et la Chine Populaire, principal soutien aujourd'hui des peuples en lutte (Indochine, Palestine, etc.), comme l'était hier l'U.R.S.S. de Lénine et de Staline.

Je suis indigné de voir comparer l'A.P.L. chinoise à la Wehrmacht : en effet les panneaux dans Paris (en photo dans l'H.R.) rappellent les ballages pendant l'occupation allemande. Or, nous ne devons pas oublier que Mao Tsé-toung, le P.C.C. et le peuple chinois, dès 1937 (occupation de la Chine par l'impérialisme japonais) ont organisé la guerre de résistance contre le Japon. Ils ont lutté au sein

du Front mondial Antifasciste contre l'axe Berlin-Rome-Tokyo. C'est donc une grave insulte au P.C.C. et au peuple chinois. Cela sert bien les arguties du « péril jaune » de Guillaume II à Brejnev, en passant par Khroutchev et les renégats du socialisme et du communisme, ennemis de la Chine Populaire.

En tant que communiste ami de la République Populaire chinoise, j'estime que nous devons faire campagne autour de nous pour exiger l'interdiction de ce film crapuleux. J'ai déjà écrit à des copains dans la région dans ce sens. Il est intolérable que des révolutionnaires, des antifascistes, qu'ils soient P.S.U., cause du peuple ou paysans travailleurs assistent impassibles à la sortie sur nos écrans de ce film aussi calomnieux. Alors qu'aucun film valable n'a été fait sur l'Histoire des F.T.P.F....

Un agriculteur.

ASSASSINAT COLONIALISTE A LA PRISON “MODÈLE” DE FLEURY-MEROGIS



Patrick Mirval, jeune Martiniquais de vingt ans, assassiné par les mâtons à la prison « modèle » de Fleury-Mérogis.

Le 20 janvier Patrick Mirval a été arrêté avec un camarade français pour un prétendu vol de voiture. Autre charge retenue contre lui : il aurait eu 50 F en pièces dans ses poches d'où la déduction « logique » de la police qu'il s'agirait d'argent volé dans le R.E.R. Or, ce prétendu vol n'est même pas porté au dossier du juge d'instruction. En réalité le dossier est totalement vierge. Le 25 mars, Patrick Mirval devait être relâché. Mais, le 22, ce jeune de vingt ans mesurant 1,85 m et en pleine forme physique, est « mort » tandis qu'on l'emmenait au mitard : il a été assassiné par quatre mâtons.

Patrick Mirval a été assassiné par les colonialistes. Il sera vengé !

(Information communiquée par l'AG.E.M.)

B.N.P. Barbès : Les C.R.S. expulsent les grévistes

L'ultimatum posé par la « justice » expirant à 18 heures, le comité de soutien avait appelé les habitants du 18^e à marquer leur solidarité avec les travailleurs en lutte qui occupaient les locaux. Après des prises de paroles de la C.F.D.T., du Comité d'action et du comité d'occupation, une manifestation était organisée autour de la banque, rassemblant plus d'une centaine de personnes.

Mais c'est à 20 h 15, quand on ne les attendait plus, qu'une quinzaine de cars de C.R.S., et au moins une demi-douzaine de cars de gardes-mobiles encerclent l'immeuble Barbès, comme il en avait été décidé par les grévistes, ceux qui étaient à l'intérieur refusent d'évacuer. Les flics pénètrent alors à l'intérieur et expulsent les grévistes.

Mais c'est à une centaine qu'ils sortent avec leurs banderoles en scandant « flics, patrons même combat », « Merci aux gardiens de la paix » et en chantant l'Internationale. Une manifestation sur le boulevard Barbès à laquelle de nombreux passants témoignent leur sympathie est dispersée par les flics.

Mais l'intervention des flics ne fera que renforcer la détermination des grévistes.

A la B.N.P., le combat continue.
— Paiement intégral des journées de grèves.

— 1.300 F à l'embauche,
— Augmentation uniforme des salaires.

— Prime de vie chère.
Correspondant H.R.

Toulouse : GRÈVE DES EMPLOYÉS DE BANQUE Un mouvement d'ampleur rarement atteint depuis longtemps

« Il y a longtemps qu'on n'avait pas vu ça ! », tel est bien le sentiment qui se dégage des discussions, réflexions courant chez les employés (e) de banque en grève...

QU'EXIGENT-ILS DONC ?

Une de leurs lettres indique :
— Garantie du maintien du pouvoir d'achat à partir d'un indice des prix négocié paritairement avec effet rétroactif sur 1973 ;

— Négociation paritaire de la progression du pouvoir d'achat pour 1974 avec un minimum de 20 points (valeur 1^{er} janvier) ;

— Garantie pour l'avenir d'un minimum de 2,5 % de progression de la masse salariale applicable au 1^{er} janvier de chaque année.

Mais au-delà de ces revendications immédiates, se cache la contestation plus profonde de tous les aspects de l'exploitation subie par les employés.

QUELLE EST DONC LA SITUATION ?

« Un des tracts des grévistes, composés il faut le dire d'une forte proportion de jeunes et de femmes, l'indique.

« Nous ne faisons pas une grève de riches... Le salaire d'embauche dans la banque dépasse à peine 1 000 F... et la progression est très lente au fil de la carrière... Les effectifs ne suivant pas, l'organisation du travail est souvent défectueuse, les locaux mal adaptés, malgré les belles façades. Un grand nombre d'employés, devenus assistants de l'ordinateur, sont de plus en plus chargés de travaux à caractère parcellaire et répétitif. Les O.S. de la banque... Notre sécurité devient de plus en plus menacée. »

La grève commencée lentement, elle s'est développée, petit à petit. La quasi-totalité des banques de Toulouse sont bloquées maintenant. Par une série de manifestations de plus d'un millier de personnes, les grévistes ont

montré leur détermination à vaincre. En descendant dans la rue, ils ont alerté la population toulousaine. C'est au cours d'assemblées générales massives, tour à tour bon enfant, bruyante, enthousiaste et tendue, attentive, voire indécise par moments, qu'ils décident de l'action à mener.

Ceci dit, des heurts se sont produits plusieurs fois entre piquets de grève (preuve de vitalité du mouvement dans cette profession) et une poignée de cadres vendue aux patrons. Certains de ceux-ci, blêmes de peur, se sont vu hués, en sortant de leurs établissements en voitures luxueuses. Enfin les flics ont été envoyés récemment pour « assurer la liberté du travail ».

Pour leur part, les chefs de file révisionnistes de la CGT et du P.C.F. ont apporté leur soutien pour la « satisfaction des revendications spécifiques au niveau des bureaux, services, agences » des employés (e). En réduisant le mouvement à ses aspects économiques, catégoriels, localisés, n'est-ce pas là le meilleur moyen de transformer ce « soutien » en son contraire : l'échec du mouvement ?

En fait face à l'intransigeance du

patronat, l'envoi des flics, se pose :

— Le durcissement du mouvement avec piquets de grève efficaces, pour rallier les hésitants, barrer la route aux « dégonflés » et aux « vendus ».

— La popularisation de leur lutte. L'appel à la solidarité militante de la population.

Ces questions ont trouvé d'ailleurs écho et ont été soulevées, ici ou là, à l'occasion d'interventions de grévistes, en AG.

« La Dépêche », journal de « gauche », ennemi camouflé des travailleurs, ne s'est pas gêné pour attaquer la juste lutte des grévistes de manière insidieuse ; ainsi a-t-on pu voir en gros titre à un moment donné :

8 millions de chèques en attente !
Banques : les clients n'ont plus le sourire...

Et puis : banques, à qui profite le temps qui passe ?

Malgré toutes sortes de manœuvres ouvertes ou chachées, le combat continue !

Solidarité militante avec les employés (e) de banque !

Correspondant - H.R. -
Toulouse, le 22-03-74

3 JOURS DE GRÈVE DANS LES BANQUES DE STRASBOURG

Le lundi 18, le mardi 19 et le mercredi 20 mars a eu lieu un mouvement de grève sans précédent depuis 10 ans dans les banques de Strasbourg.

LE PREMIER JOUR DE GREVE

Le lundi matin l'assemblée générale du personnel des banques de Strasbourg et environs forte de 650 personnes membres surtout de la C.F.D.T.

— « apporte son soutien total à l'action entreprise sur le plan national par l'ensemble des organisations syndicales de la profession bancaire » et s'unifie sur les revendications.

L'après-midi, les personnels en grève défilent dans les rues de Strasbourg. Beaucoup d'employés et surtout des jeunes filles et des femmes sont pour la première fois en grève. Il y a chez eux la peur du patron mais aussi la volonté de ne plus se laisser exploiter davantage. Tous ces gens sont enthousiastes. Ils distribueront des tracts devant la sortie des banques. Ils sont tellement enthousiastes que les dirigeants syndicaux prennent peur.

LE LENDEMAIN LES DIRIGEANTS VONT TOUT FAIRE POUR BRISER LA GREVE

Bussé, président du « syndicat des employés et gradés des banques d'Alsace C.F.D.T. » fait de belles phrases pour ne pas dire grand-chose.

Lundi soir, un délégué syndical « important » du C.I.A.L. démissionne du syndicat et reprend le travail, jetant le trouble parmi ses camarades.

Un délégué syndicat « important » du Crédit Lyonnais annonce qu'il reprend le travail pour « raisons familiales ».

Les employés du C.I.A.L. exposent la pagaille qui règne chez eux. Les gens sont écaillés.

Certains employés proposent de faire des piquets de grève : Bussé est nettement contre.

MERCREDI : LES DIRIGEANTS PARVIENNENT A LEUR BUT MAIS SONT ALORS DEMASQUES AUX YEUX DE BEAUCOUP DE GENS

Bussé déclare alors qu'à la réunion d'hier il ne pouvait rien obtenir vu que les patrons rencontrés n'avaient aucun pouvoir : Il est extrêmement virulent pour ensuite appeler... à la « reprise provisoire du travail ». Jusqu'alors il avait bien utilisé la démagogie. Les employés en majorité ne sont pas satisfaits et se sentent trahis,

Il met fin à la réunion après avoir proposé de se retrouver à 13 heures devant un bâtiment de la Banque Populaire et à 15 heures à un nouveau meeting... dans une salle plus petite !

Une dizaine de jeunes employés de la B.P. rejoignent le mouvement, convaincus par leurs camarades : certaines ne sont pas titulaires. Mais elles ont pris conscience de la nécessité de la lutte pour ne pas être pressées comme des citrons.

A 15 h 30 Bussé (toujours lui !) reprend la parole. Un peu de démagogie et il appelle à la « reprise provisoire » du travail au nom de l'unité, alors que rien de tout ce qui a été demandé n'a été obtenu.

Une employée demande si ce n'est pas là saboter l'unité à l'échelon national : il ne répond pas. Puis il se rapproche aux employés de la B.P., qui veulent continuer la grève, de ne pas être assez nombreux (eux qui viennent de se renforcer 2 heures plus tôt).

Un employé demande à ce que s'instaure un débat pour rechercher quelles sont les causes de la baisse de participation au mouvement de Strasbourg, pour analyser les forces et les faiblesses du mouvement, pour faire un bilan. Bussé lui répond « qu'on n'est pas là pour faire de la philosophie et qu'on est là pour l'action ». Un camarade insiste et dit que faire un bilan provisoire de l'action n'est pas faire de la philosophie mais que c'est nécessaire pour l'action. Bussé se fâche et organise avec ses copains la pagaille par le chahut et s'en va dans la confusion générale. Il distribue quelques tracts invitant à la reprise provisoire du travail, sans que l'assemblée générale n'ait voté.

Beaucoup de gens se rendent alors nettement compte de ce que représente Bussé. Ils se souviennent alors qu'il est aussi adjoint au maire de Strasbourg dans l'équipe C.D.P. de Pfimlin, l'un des grands propriétaires immobiliers de Strasbourg. En discutant beaucoup se rendent compte à leur table que tant que les grévistes ne prendront pas eux-mêmes leur affaire en mains, comme l'ont fait les ouvriers de LIP, ils seront trahis par les délégués du genre Bussé. En effet ceux-ci sont achetés par les patrons ; ils sont bons à gérer les « œuvres sociales de la banque » au comité d'entreprise. Ils ne veulent pas se lancer dans une action de plusieurs jours, pour faire plaisir au patron ; ils font tout pour écailler les masses.

Correspondant H.R.

EDITORIAL (suite de la page 1)

essentiellement bons, veulent la lutte classe contre classe. Sur le petit écran, le mercredi 20 mars au journal de 20 heures, Berteloot déclarait à propos d'une question sur l'unité d'action : « ... C'est aujourd'hui que nous sommes amenés à regretter les actions minoritaires, aventuristes, irresponsables et de ce point de vue nous ne considérons pas que nous pouvons continuer à faire en sorte que cet accord d'unité au sommet soit le paravent de l'irresponsabilité syndicale en bas ».

Ainsi se trouve aussi vérifié que le révisionnisme moderne est l'opposé de ce que recommandait Georges Dimitrov, le héros du procès de Leipzig, lorsqu'il proclamait :

« L'unité seulement aux sommets ? jamais !
L'unité à la fois aux sommets et à la base ? quelquefois !
L'unité à la base ? toujours ! »

Et c'est aussi le « chef » de file du Parti révisionniste, Georges Marchais, au même journal parlé qui déclare à propos de la polémique C.G.T.-C.F.D.T., après longue réflexion : « Nous n'entendons nullement intervenir dans les discussions qui ont lieu entre organisations syndicales, c'est l'affaire des syndicats eux-mêmes. (...) Il est indispensable de faire abstraction de tout esprit de boutique, de chapelle, pour mettre en œuvre les moyens les plus efficaces afin de battre le patronat et le gouvernement. L'heure est à l'action, conduite de manière responsable et efficace, l'heure est au rassemblement de tous les travailleurs. »

Mais alors M. Marchais, qui sont donc Georges Ségué, Henri Krasucki ? Ce sont tous deux des membres du Bureau politique du Parti révisionniste et ils défendent leur « boutique », leur « chapelle ».

Y aurait-il des contradictions au sein de la bourgeoisie révisionniste ? Cela est inévitable ! L'ultra-droitier Garaudy fut dans ce cas.

Pendant que Krasucki, qui dirige la délégation lors de la rencontre avec Edmond Maire pour apaiser les divergences et aboutit après trois heures d'entretien à une commission de travail pour cette semaine, Georges Ségué poursuit la polémique. A Clermont-Ferrand, le 23 mars, il déclare : « A vouloir cheminer un pied dans l'unité d'action avec la C.G.T. et l'autre dans l'aventure avec des irresponsables pas toujours inconscients, on s'expose à des culbutes douloureuses. »

Ces quelques déclarations révisionnistes prises parmi tant d'autres nous montrent combien le mouvement des masses leur fait peur dans la mesure où cela échappe à leur contrôle.

Alors plus que jamais soyons offensif dans notre propagande, dans nos actions, dans nos initiatives.

Les communistes marxistes-léninistes doivent être les meilleurs dans la réalisation de l'unité prolétarienne avec les travailleurs progressistes, tous les travailleurs qui veulent réellement l'unité à la base et dans l'action.

Portons de nouveaux coups au révisionnisme moderne, principal obstacle à la révolution prolétarienne !

En avant dans les luttes économiques et sociales liées aux luttes politiques !

Non aux solutions bourgeoises à la crise !

CE QUE PROPOSENT LES MARXISTES-LENINISTES

Mesures prises par le gouvernement

1. Contrôle renforcé du crédit

Objectif recherché : diminuer les liquidités et la masse monétaire.

Notre commentaire : Il s'agit d'une mesure anti-inflationniste qui touchera d'abord les faibles et moyens revenus. Qui n'achète aujourd'hui, à crédit, son automobile (y compris et surtout les plus modestes, comme une « 2 CV » par exemple), son cyclomoteur, son mobilier, ses appareils ménagers ? Largement utilisé par les capitalistes, l'offre alléchante du « crédit » (avec intérêts venant s'ajouter au remboursement proprement dit) a contribué à l'inflation. Mais avec la crise, la minute de vérité est arrivée : en régime capitaliste le crédit ne peut être qu'un leurre temporaire permettant le pompage systématique de toutes les ressources des travailleurs, qui, par son usage, acquièrent divers objets à des prix supérieurs au prix d'achat comptant.

2. FISCALITE : Nouveau « tiers » provisionnel de 43 %

Les contribuables dont l'impôt a été supérieur à 2000 F en 1973 devront verser le 15 mai prochain un second acompte sur leur impôt sur leur revenu de 1973 égal à 43 % de la somme globale qu'ils ont versée en 1973 (au titre de leurs revenus de 1972). Ils ont déjà versé un « tiers » (33 %), le 15 février dernier. Il leur restera à payer le « solde » avant la fin de l'année 1974.

Notre commentaire : La méthode des « tiers provisionnels » (comme de l'éventuelle « retenue à la source ») a pour objet de procurer à l'Etat une importante avance sur les recettes fiscales prévues. Mais elle lui facilite le recouvrement par ponctions successives d'un « impôt sur les revenus » dont les taux restent élevés et que doivent supporter plus de douze millions d'assujettis.

Pour le gouvernement, la présente mesure fait coup double : elle restreint les liquidités des redevables tout en procurant une avance de rentrées fiscales majorée de 10 % par rapport aux prévisions antérieures.

3. Fiscalité encore : Promesses très vagues concernant une diminution des taux de la T.V.A.

Le ministre de l'Economie prétend qu'une baisse de la T.V.A. n'aurait à l'heure actuelle aucune influence sur les prix, étant donné la « conjoncture ». Cependant, le gouvernement demandera au Parlement de l'habiliter à effectuer la baisse des taux de T.V.A. C'est une promesse.

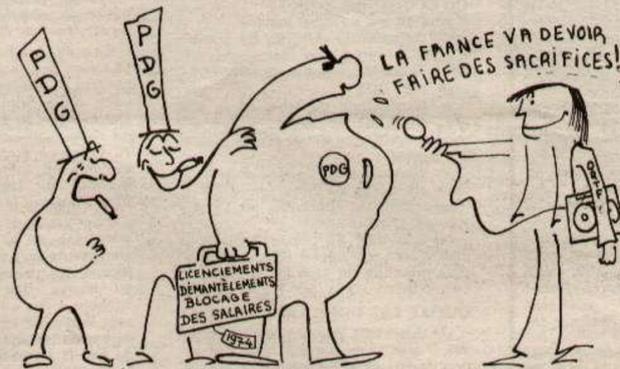
Notre commentaire : Ils se foutent du monde. La T.V.A. (taxe sur la valeur ajoutée) est payée par l'immense masse des consommateurs, dans la mesure où elle est récupérée dans l'établissement des prix par les industriels.

Elle est source constante de hausse des prix et aussi d'inégalités scandaleuses dont font souvent les frais à la fois petits producteurs et consommateurs. Le cas de la viande de bœuf est un exemple caractéristique à cet égard. En proportion de leurs revenus respectifs, les salariés les plus faibles paient infiniment plus au titre de la T.V.A. (et sans s'en rendre compte !) que les gros salariés, que les capitalistes eux-mêmes bien entendu.

4. Les prix : Maintien de la politique contractuelle

La Nation du 22 mars titre à propos des « salaires et de la hausse des prix » : « Politique contractuelle plus que jamais ».

Notre commentaire : C'est l'habile tactique utilisée par l'Etat bourgeois qui gère les intérêts des capitalistes et préconise dans ce but des accords contractuels « emportant peu à peu l'adhésion des syndicats ». Dans la réalité, les patrons demandent aux responsables syndicaux de « tenir compte des difficultés financières et économiques » aujourd'hui imputables aux hausses du pétrole brut et d'autres matières premières importées.



Comme depuis des années, les dirigeants révisionnistes et réformistes acceptent cette « règle du jeu ». La Nation n'hésite pas à mettre en avant les plus vieux arguments des capitalistes : « Il est indispensable d'empêcher que les salaires soient un facteur d'emballlement des prix ».

Cette vieille rengaine est une contre-vérité évidente : la hausse des prix est avant tout la conséquence des profits toujours plus exorbitants recherchés par les sociétés capitalistes.

Mais la Nation profite aussi, avec opportunité, des mots d'ordre opportunistes avancés par Séguéy et ses homologues : « il est possible, écrit-elle, de garantir une échelle mobile des salaires indexés sur les prix de détail. Il n'est pas possible de garantir davantage ».

Nous ne cesserons pas de réaffirmer que « l'échelle mobile » est une mesure que le patronat capitaliste n'acceptera jamais qu'en fonction de ses seuls intérêts. C'est-à-dire si « l'échelle » en question correspond effectivement à ce qu'il veut, lui, et non à ce qui devrait effectivement revenir aux salariés en juste paiement de leur force de travail.

Malheureusement, à l'heure actuelle, un grand nombre de travailleurs sont encore abusés par cette « échelle mobile » que les dirigeants de la C.G.T. ne cessent de mettre en avant comme une mirifique mesure à « arracher » aux capitalistes, alors qu'il s'agit d'une mystification pure et simple.

La Nation précise encore : « La tactique gouvernementale... implique que l'interlocuteur syndical soit réaliste, franchement réaliste. Elle heurte la « micro-stratégie » aventuriste des grèves-bouchon et la « macro-stratégie » des centrales lançant des offensives globales à la remorque des partis politiques ».

La perche est ainsi tendue pour... un nouveau Grenelle « à froid », qui répond avec empressement à l'interview de Séguéy à France-Soir du 20 mars 1974. On sait ce que cela signifie pour les travailleurs : supporter les frais de la crise pour sauvegarder et perpétuer les intérêts de classe des patrons, de la bourgeoisie capitaliste.

5. Tarifs publics : Une seule hausse, la S.N.C.F.

Messmer l'a proclamé comme un bienfait : il n'y aura pas de hausse des tarifs publics.

Sauf à la S.N.C.F. cependant « qui est autorisée à majorer ses tarifs de 7,5 % aussi bien pour les marchandises que pour les passagers ».

Notre commentaire : Ils prennent vraiment les gens pour des imbéciles, qu'ils ne sont pas.

Qu'ils feront-ils croire qu'une hausse de 7,5 % des tarifs S.N.C.F. ne constituera pas le point de départ de nouvelles hausses consécutives pour toutes les marchandises transportées, c'est-à-dire pour la quasi-totalité des biens de consommation alimentaire et courante ?

Ainsi leur plan revient à préconiser d'une part le blocage des salaires, tout en libérant les prix.

6. Exportations : Aide accrue

On appelle cela « des mesures techniques » des-

linées à favoriser les investissements à l'extérieur.

Notre commentaire :

Malgré la maladie du président de la République - ex-directeur de banque - commis-voyageur de première classe, on peut être assuré que ces messieurs du gouvernement ne relâcheront pas leurs efforts pour vendre le plus possible et le plus cher possible dans le monde entier. Ils avanceront encore que là est la seule issue pour faire face aux licenciements qu'imposerait la « récession ». En vérité, ils pensent exclusivement à leurs coffres-forts, mais nullement aux portes-monnaie de plus en plus vides des travailleurs. Aussi décident-ils de « mesures techniques » en faveur des capitalistes, c'est-à-dire, en clair, d'un actif et croissant soutien financier aux monopoles capitalistes, et le tour est joué !

Conclusion d'ensemble :

Les mesures du gouvernement sont des mesures démagogiques et cyniques prises dans le seul intérêt de la bourgeoisie capitaliste, elles ont pour objet de tromper les masses populaires afin de mieux les pressurer, elles tendent à faire supporter les frais de la crise capitaliste par les ouvriers, les paysans-travailleurs, les petits et moyens salariés, l'immense majorité de notre peuple en définitive.

Seules de grandes luttes « classe contre classe » mettront ces mesures en échec.

Les cinq objectifs sociaux immédiats de « l'union de la gauche »

1. Réduction de la T.V.A. au taux zéro pour les articles de première nécessité réduction sensible de cette taxe pour les autres produits de large consommation

Notre commentaire :

C'est là le type même de la proposition démagogique, qui n'est susceptible d'aucune réalisation effective sans contre-partie de recettes financières pour l'Etat capitaliste. Les révisionnistes et autres réformistes n'indiquent aucune mesure permettant de maintenir à leur niveau minimum les recettes. Certes, ils pourraient lancer l'idée de « prendre l'argent là où il y en a », c'est-à-dire dans les coffres-forts des capitalistes. Mais ils se gardent bien de le faire, parce qu'un tel programme exigerait la mise en œuvre de la violence de classe et la destruction du système capitaliste lui-même. Or leur but n'est pas de faire la révolution, mais d'accéder au gouvernement pour y jouer le rôle de gestionnaires du capitalisme.

Pour comprendre que leur proposition est une utopie dans le cadre capitaliste, il importe de savoir que les impôts indirects, comme la T.V.A., représentent largement plus de la moitié des recettes fiscales de l'Etat.

2. Prolongation du blocage général des loyers jusqu'au 31 décembre 1974 ; au-delà de cette date, mise en place d'une politique de stabilisation des loyers, allègement important des charges

Notre commentaire : C'est là encore du vent et de la simple démagogie. Quel est le locataire qui n'applaudirait pas des deux mains à une telle proposition ? Tout le monde est « pour », naturellement.

Mais comment imposer cette mesure ? Par quel moyen ? N'exigerait-elle pas une puissante coercition sur les propriétaires ?

Seule la Commune de Paris en armes put imposer des mesures analogues. Mais alors c'était autre chose, c'était une révolution « au bout du fusil ».

En lançant une telle promesse, l'Union de la gauche espère obtenir les suffrages des braves gens trompés par ses promesses, et gagner les futures élections. C'est la « voie pacifique » qui ne débouchera, comme Lénine l'a si bien expliqué après Marx, que sur le maintien du régime capitaliste !

3. Augmentation immédiate du S.M.I.C. à 1 200 F pour 40 heures de travail hebdomadaire et augmentation de 30 % du minimum retraite

Notre commentaire : Quel est le travailleur qui peut vivre actuellement avec moins de 1 500 F par mois ? Tous ceux qui gagnent moins sont dans la misère.

En proposant 1 200 F pour 40 heures, l'Union de la gauche entend perpétuer la pratique des heures supplémentaires. Sa position va donc dans le sens des exploités et du patronat.

De plus, de telles revendications ne seront temporairement satisfaites que dans le cadre d'un rapport de forces entre ouvriers et patronat qui serait en faveur de la classe ouvrière, comme en 1936, comme en 1968.

Or déjà Séguéy tend la perche de la négociation des accords contractuels et Mitterrand parle d'un Grenelle « à froid ». Ce ne sont pas là des conditions favorables aux travailleurs, c'est bien pourquoi cette proposition ne sera pas suivie d'effets concrets.



Quand on propose un objectif à atteindre, il faut s'en donner les moyens, mais l'Union de la gauche freine les luttes ouvrières au lieu de les impulser !

4. Remboursement à 80 % des frais médicaux et pharmaceutiques porté à 100 % pour les maladies graves

Notre commentaire :

L'Union de la gauche se moque des travailleurs : la santé gratuite n'est réalisée que dans les pays « sous dictature du prolétariat », en Chine, en Albanie ou dans un pays dont le peuple s'est battu les armes à la main pour conquérir son indépendance nationale, l'Algérie. En France, ce sera le même processus : sans révolution prolétarienne, il n'y aura pas de soins ni de produits pharmaceutiques gratuits, les travailleurs le savent bien.

5. Avant toute fermeture d'entreprise ou licenciement collectif, obligation de soumettre la décision aux comités d'entreprise, aux conseils généraux ou régionaux, avec possibilité suspensive, garantie légale de reclassement équivalent en cas de licenciement

Notre commentaire :

Nous ne sommes pas des partisans du « tout ou rien ». Mais nous disons que le programme commun de l'Union de la gauche n'envisage pas efficacement la lutte contre les licenciements.

L'attitude des dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. en particulier, vis-à-vis de la lutte des ouvriers de l'usine Lip est là pour en témoigner.

D'ailleurs que signifie « possibilité suspensive » et « garantie légale de reclassement », sinon que ces messieurs acceptent d'emblée le principe des licenciements alors que la seule position conforme aux intérêts des ouvriers, c'est celle du refus catégorique. La classe ouvrière n'a pas à payer les frais de la crise, mieux, elle peut se passer des patrons et des capitalistes. Là est la seule vérité et la seule voie réaliste pour la défense légitime du droit au travail.

Conclusion d'ensemble

Les mesures proposées par l'Union de la Gauche ne valent pas mieux que celles du Gouvernement. Elles se limitent strictement au plan économique et social et se gardent bien d'aller au fond du problème.

Nous restons fermement sur cette dénonciation des politiciens réviso-réformistes : « Changer de Gouvernement ne change rien, il faut changer de régime ! »

Les propositions des marxistes-léninistes

Rien ne sera définitif et durable sans destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois. C'est pourquoi nous ne devons jamais perdre de vue notre « objectif stratégique » (à long terme, final) : « La révolution prolétarienne instaurant le socialisme garanti par la dictature du prolétariat. »

Mais cela ne se réalise pas d'un coup de baguette magique, du jour au lendemain. Il faut un long processus de luttes révolutionnaires liant les luttes économiques et sociales aux luttes politiques et débouchant finalement sur l'indispensable violence de classe armée.

Rien ne brisera la violence quotidienne et séculaire de la bourgeoisie en dehors de la violence révolutionnaire des masses, sous la direction de leur avant-garde prolétarienne organisée, c'est-à-dire du Parti marxiste-léniniste.



Pour préparer ces luttes ultimes, voici nos « propositions immédiates » :

1° Impulser et soutenir toutes les luttes économiques et sociales en leur donnant un contenu « classe contre classe » et en réalisant « l'unité à la base et dans l'action » sur une ligne révolutionnaire et non réformiste.

2° Pour cela soutenir toutes les initiatives et actions des syndicats CGT et CFDT allant dans le sens de la lutte de classes, mais dénoncer toutes les propositions et activités réviso-réformistes allant dans le sens de la collaboration de classes.

Il ne faut jamais oublier que si les dirigeants confédéraux, surtout ceux de la CGT en ce moment, ont une fonction que combattait Lénine, les militants et adhérents de base ne doivent pas être confondus avec eux. Mais l'unité avec eux (à la base) n'avancera jamais si on ne critique pas la ligne de leurs dirigeants avec patience et persévérance.

3° S'efforcer de lier systématiquement toutes les luttes économiques et sociales à la lutte politique contre le gouvernement en place comme contre le programme commun de l'Union de la Gauche.

Il n'y aura pas de changements réels, profonds et durables sans luttes révolutionnaires contre les deux programmes de la bourgeoisie de « droite » ou de « gauche ».

Si la bourgeoisie au pouvoir est l'ennemi principal du prolétariat de notre pays, le révisionnisme moderne du P.C.F. est l'obstacle principal à détruire pour pouvoir monter à l'assaut du système capitaliste. Dans les rangs de la classe ouvrière, le P.C.F. et les dirigeants révisionnistes de la CGT représentent le danger principal contre lequel il ne faut pas cesser de lutter, même et surtout « à contre-courant ».

4° Tout en soutenant l'activité des syndicats quand elle est juste, il faut envisager dès maintenant non pas la seule démocratie « syndicale », mais la « démocratie prolétarienne » qui peut s'exprimer dans les Comités d'action impulsés à la base et regroupant syndiqués et non syndiqués.

Le Comité d'action de Lip a ainsi joué un très grand rôle pour la victoire.

Ces Comités d'action sont de véritables Assemblées populaires où chacun a le droit d'exprimer son avis, où les responsables sont élus et révocables, où ils doivent constamment rendre compte de ce qu'ils font aux masses assemblées, ce sont des structures du type de celles de la Commune de Paris, des structures pouvant imposer à un moment donné la dictature du prolétariat.

Notre conclusion

Jamais la situation n'a été plus favorable aux marxistes-léninistes qui doivent s'intégrer activement au cœur des masses et se préparer à se porter hardiment à leur tête... à condition de mériter leur confiance !

A bas le pouvoir de la bourgeoisie !
A bas la duperie de l'Union de la gauche !
Vive l'unité et l'action révolutionnaires du prolétariat et des masses populaires de France !

Rateau : LUTTONS CONTRE LE REVISIONNISME !

« Ce qui est fondamental c'est la démarcation politique d'avec les révisionnistes. Il n'y a pas de compromis possible entre révisionnisme et marxisme-léninisme. » (Cf. « H. R. » n° 218. Edito Front ouvrier.)

Or, nous le rappelons, la grève de Rateau est sous la direction et le contrôle étroit du Comité central du Parti révisionniste (P. C. F.). C'est sa grève, il veut la gagner. Quels sont ses objectifs ? La direction révisionniste de la C.G.T. déclare dans « l'Humanité » du 7 mars : « L'heure est aux grandes actions unitaires rassemblant toutes les victimes de l'inflation ». Ce qu'ils veulent en fait, c'est entraîner les larges masses des mécontents dans l'impasse du Programme commun. Ce qu'ils mettent en avant c'est la défense du capitalisme par la négociation à tout prix. Ainsi ils parlent sans arrêt du « développement de la C.G.E. », et de « la nationalisation de la C.G.E. », et tout cela « dans l'intérêt national » qui est en fait l'intérêt capitaliste. Les « zélus » distribuent des appels à soutenir le Programme commun en même temps qu'ils félicitent les grévistes. La démagogie ça ne coûte pas cher !

Cela doit être clair pour nous que nous n'avons nullement à rentrer dans les problèmes du capitalisme, de ses restructurations, mais bel et bien à défendre uniquement les intérêts des travailleurs. « Pas de licenciement », telle est

la question qui nous préoccupe. Nous n'avons pas à soutenir les objectifs des révisionnistes sous prétexte qu'il n'y a pas les masses.

Au contraire, par notre agitation-propagande, par un patient travail d'explication, nous devons amener les masses à s'organiser syndicalement et politiquement, à la prise de conscience révolutionnaire, à lutter sans compromis contre le révisionnisme.

« La solidarité est la tâche de tous » déclare Krasucki, et la Fédération de la Seine-Saint-Denis du Parti révisionniste lui emboîte le pas : « Il importe que s'élargisse, se renforce la solidarité politique et matérielle... » La Fédération « ... invite tous ses militants, toutes ses sections et cellules à redoubler d'efforts afin de permettre à la population laborieuse de notre département d'exprimer son soutien "aux Rateau" (!) qui entrent dans leur septième semaine de grève ; leur victoire ne fait pas de doute, ce sera le succès de tous les travailleurs. » (« Humanité », 13 mars 1974.)

Si ces beaux messieurs s'agitent, ce n'est pas pour rien ! Ils n'ont pas fait tant d'agitation, de souscriptions, de manifestations, pour Lip ! Pourtant c'était bien le même problème ! C'est bien la première fois qu'ils font un tel tapage ! Mais attention, ils ne veulent pas élargir le conflit, ils seraient vite débordés. Il n'ont rien trouvé de mieux que de partager les collectes de solidarité entre



Chez Rateau, occupation de l'usine... sous la direction et le contrôle du Comité central du P. C. F.

tous les salariés, grévistes et non grévistes ! Ainsi les membres de la direction et des cadres non grévistes, dont certains travaillent actuellement dans les bureaux de la S.R. à Paris ou ailleurs, et qui touchent leur paie, bénéficient du fruit de la solidarité des travailleurs !

« Nous voulons négocier » ! Tel est leur slogan lors des manifestations-

promenades. A quoi ça correspond ? Ne veulent-ils pas se montrer les meilleurs partenaires pour le dialogue avec les patrons ? N'est-ce pas aussi accepter dès le départ de faire des concessions à l'ennemi de classe ? En vérité, c'est un aveu de la peur bleue qu'ils éprouvent face à la montée du mouvement de masse. Dans quel but ces négociations ? H. Krasucki crache le morceau : « C'est une situation inadmissible, indigne (!). Il est urgent que s'engage une véritable négociation au niveau national voulu et sur le terrain réel qui s'impose : liquider ou développer !... »

Dans tous les propos des bonzes — Séguy, Krasucki — c'est l'oubli, sinon le mépris des masses, malgré leurs belles phrases ronflantes sur la démocratie, leur pratique est tout autre : ils imposent leur diktat. D'après eux, c'est l'organisation syndicale exclusivement qui doit conduire la grève, en fait un groupe de militants et permanents « sûrs ». Ils sont largement intervenus par l'intermédiaire d'un état-major parachuté de l'extérieur, les « zélus », mais surtout pas les masses ouvrières qui sont écartées et ne participent « aux décisions que dans la mesure où elles sont d'accord avec. Si c'est nécessaire, les révisionnistes vont même jusqu'à déposséder leurs propres sections syndicales de leurs responsabilités, ils se substituent carrément à la section, ils se servent des masses comme base de manœuvre en abusant de leur confiance et ne veulent pas qu'elles élèvent leur niveau de conscience, ils craignent trop d'être démasqués, ils s'opposent aux formes d'action qui pourraient donner la parole aux plus larges masses et débordent un tant soit peu les mots d'ordres révisionnistes. C'est ainsi qu'ils refusent tout comité de grève, comité d'action, comité de soutien. Ils n'hésitent pas à insulter et calomnier la section C.F.D.T. de l'entreprise pour tenter de la discréditer et garder ainsi le contrôle.

Les A.G. n'ont qu'un rôle d'information, toutes les décisions sont prises par le Bureau exécutif de la C.G.T. Au début de la grève, les ouvriers (non syndiqués) avaient demandé une A.G. : leurs affiches ont été arrachées par le B.E. !

Que ce soit l'ancienne ou la nouvelle tactique, les révisionnistes s'opposent toujours à l'unité et la démocratie prolétarienne. Ils veulent imposer leur diktat ! (Les houillères, les banques, Saviem, Lip, Rateau...)

La lutte entre les deux lignes dans le mouvement ouvrier s'exacerbe, la conscience de classe s'éveille dans la lutte. Rappelons-nous, Overney... n'était-ce pas le premier grand événement à caractère de masse qui se soit développé dans les révisionnistes et même contre eux et leurs tonnes de mensonges ? Que de chemin parcouru en quelques mois !

Dans les usines, les quartiers, les C.E.T., partout intensifions la lutte contre le révisionnisme !

Houillères de Lorraine :

LUTTER CLASSE CONTRE CLASSE ET DEMASQUER LES JAUNES

Les revendications portent sur les salaires, les classifications et les conditions de travail. Le salaire est calculé sur la base de catégories attribuées à la tête du client, plus une prime de rendement.

Le matériel nouveau qui est apporté ne soulage pas les ouvriers, au contraire il leur donne des charges de travail supplémentaires. Les ouvriers disent : « Nous sommes des bonnes à tout faire hautement qualifiées ».

Le 26 février, sous l'impulsion de la C.F.D.T., un cahier de revendications est déposé. Les autres syndicats (C.F.T.C., F.O. et C.G.T.) sont d'accord avec le cahier mais ne veulent pas faire grève. Négocier, négocier à tout prix ! Telle est leur devise.

Malgré cela l'action s'engage. Le vendredi 1^{er} mars, à la carrière de Freyming Merlebach, les 37 ouvriers d'entretien se prononcent pour la grève avec occupation le jour même. Les jaunes : C.F.T.C., F.O... et C.G.T., accusent la C.F.D.T. de provoquer des grèves-bouchons et ainsi de semer la division parmi les mineurs. Que ne feraient-ils pas pour avoir la « paix sociale ».

Le 5 mars, au cours de réunions d'informations les syndicats jaunes essayent de faire reprendre le travail.

Le 6 mars, les ouvriers d'entretien du Lavoir Simon se mettent en grève, suivis par les 40 ouvriers du lavoir (cultivateurs et chargeurs). Débrayage des ouvriers d'entretien du puits Wendel, et à l'appel de délégués C.G.T. (!) au lavoir de Merlebach. Le 7 mars, les syndicats jaunes désavouent la grève et tentent de discréditer la position de classe de la C.F.D.T. Ils se font ainsi les porte-parole de la direction.

Pour les grévistes, l'attaque portée contre la C.F.D.T. est perçue comme une attaque qui les vise aussi. C'est LEUR MOUVEMENT, parti de la base et sur leurs revendications, qui est mis en cause, alors qu'il CONCERNE L'ENSEMBLE DES MINEURS. L'atta-

que est portée aussi sur une démarche syndicale de la lutte de classe qui est juste car elle vise à ce que ce soit les travailleurs eux-mêmes qui prennent en main la conduite du mouvement.

Quelles que soient les difficultés actuelles, beaucoup d'ouvriers pensent que c'est en allant dans le sens de l'Unité Prolétarienne à la base, sur des positions classe contre classe, qu'ils iront vers la solution de leurs problèmes.

Lundi 11 mars, le lock-out aux sièges de Freyming Merlebach et au puits Simon, touche 80 % de mineurs de fond. Des pressions sont exercées sur les grévistes par la maîtrise. Toute une campagne est menée contre les grévistes de la carrière Freyming, visant à faire porter sur eux la responsabilité d'éventuels incidents. La direction annonce que les négociations prévues pour mai, se tiendront le 21 mars. La direction trahisse C.G.T. s'appuie sur cette nouvelle, pour tenter de briser la grève. Elle propose la suspension du mouvement jusqu'à cette date en déclarant qu'« ... il importe de garder nos forces intactes et unies pour être en mesure d'engager un puissant mouvement si satisfaction n'est pas donnée. » (Huma du 12 mars).

Le 15 mars, 85 ouvriers d'exploitation de la carrière sont lock-outés, après avoir constaté sur leur feuille de paye qu'ils étaient déclassés d'une catégorie. Ils se joignent aux autres grévistes.

Le 16 mars. Pour répondre aux tentatives de les isoler, les ouvriers décident d'extraire les 14.000 m³ de sable nécessaires au remblaiement de 3 tailles du puits 5 et des chantiers, menacés d'éboulement. Cela sous leur propre contrôle : ils ont travaillé pour la sécurité, mais pas pour le patron.

Pour les grévistes, l'essentiel de leurs initiatives est porté vers l'information, la popularisation de leur lutte auprès de tous les mineurs. Ce mou-

vement concerne en fait l'ensemble des Houillères où chacun conteste le système des qualifications.

Maintenant la base ne se laisse plus étouffer par l'appareil révisionniste. Elle réfléchit, elle dit « Non à la hiérarchie capitaliste » (si chère aux révisionnistes), « Non à la division des travailleurs au nom de la division du travail », « Non aux injustices », « Non au travail au rendement »...

Alors que les dirigeants révisionnistes appellent ouvertement les ouvriers à briser la grève et reprendre le travail, au nom du « réalisme », alors que la C.F.D.T. veut au contraire élargir le mouvement, la clique révisionniste par la bouche d'Achille Blandeau (secrétaire général de la Fédération C.G.T. des mineurs) a le culot de déclarer : (cf. Huma du 19 mars) « Le climat actuel dans les mines fait irrésistiblement penser à celui précédant la grève de 1963 (...). La colère gronde. Les grèves seraient plus nombreuses sans l'annonce des négociations du 21 mars. Ou bien on réglerait les revendications par la négociation ou bien ce sera le conflit. » Puis, ce renégat se lance dans des « explications » sur les « pratiques irresponsables de la C.F.D.T., entraînée par quelques éléments gauchistes... » ! Et se demande « ... jusqu'où iront les dirigeants de la C.F.D.T. en Lorraine dans leur fuite en avant. »

Histoire de leur rafraîchir un peu la mémoire, rappelons ce que disaient en janvier MM. les bonzes révisionnistes, ces grands syndicalistes « responsables et efficaces » :

« Si la France le leur demande, les mineurs sont prêts à gagner la seconde bataille du charbon, comme ils ont remporté la première au lendemain de la Libération » ! Donc, pour que les mineurs voient leurs revendications satisfaites, il est inutile d'engager la lutte classe contre classe, il leur faut retrousser les manches ! Sauver l'économie capitaliste ! Telle est la ligne révisionniste, la ligne de collaboration de classe !

Draguignan : Grève des ouvriers nord-africains contre le racisme

Après les attentats de Fréjus, où plusieurs bars et petits commerces appartenant à des ressortissants nord-africains, furent plastiqués, les fascistes-racistes ont commis plusieurs attentats à l'explosif mercredi soir contre des logements de travailleurs arabes.

Un ouvrier, Abdelkader Cherfa, légèrement atteint a été hospitalisé.

Les charges de bâtons de cheddite ou de T.N.T., reliés par un cordon et emballés dans du papier journal, étaient particulièrement importantes : trois explosions ont eu lieu qui visaient des quartiers particulièrement peuplés. (Hôtel de la Roque, traverse

des Minimes, montée de l'Horloge).

La grève organisée par les travailleurs nord-africains de Draguignan (1.000 ressortissants) a été suivie à 80 % dans les chantiers de la région.

Les représentants des consulats de l'Algérie, du Maroc et de Tunisie, de Nice ont organisé une réunion, salle Collomp, à laquelle ont assisté 300 personnes, pour protester contre ce lâche attentat raciste.

**TRAVAILLEURS FRANÇAIS,
TRAVAILLEURS IMMIGRÉS,
TOUS UNIS, DANS LA LUTTE
CONTRE LE FASCISME ET LE RACISME !**

JETÉS APRÈS USAGE

Alors que Raymond Marcellac, cet agent de la bourgeoisie, va encaisser 320 000 F d'indemnité de congédiement après sa mise à la porte de l'O.R.T.F. (« Libération » du 5 mars), un travailleur immigré intoxiqué par des vapeurs de trichlore est viré de son boulot : l'exploiteur capitaliste lui doit en tout et pour tout un mois de préavis (environ 1 500 F).

Nos ateliers emploient environ 170 salariés à Paris et une centaine dans leur usine de province. Les dirigeants de cette société se sont toujours évertués de masquer l'exploitation de leurs travailleurs par une habile démagogie paternaliste. Mieux que de grands discours les rapports des « délégués » du personnel témoignent de l'ambiance générale de « franche collaboration » de classes :

Ainsi en janvier 70 : « Invitation faite à la direction de profiter de la période de cotation pour recréer, au travers des ajustements de salaires laissés à sa discrétion, l'atmosphère de travail optimum compatible avec l'effort demandé depuis quelques mois et qu'il est nécessaire de soutenir dans l'avenir immédiat ».

Ou encore en avril 1970 : « M. le Directeur a réuni tous les délégués le jeudi 9 avril pour leur faire part de sa déclaration en réponse à la requête ci-dessus. Il accorde 7 % distribués en deux temps... Nous pensons être relativement satisfaits pour le moment, chacun devant œuvrer pour mener à bien la profonde évolution que nous connaissons actuellement et vers l'issue de laquelle reposent les espoirs de tous ».

Tout cela n'empêchait pas la direction de multiplier parallèlement les mesures de répression entre autres les licenciements.

Dans ces conditions on comprendra que le niveau de combativité des travailleurs reste assez faible, bien que la création fin 1972 d'une section syndicale

C.G.T. ait marqué le début de l'organisation des salariés.

N... de nationalité algérienne a été embauché fin juillet 1973 comme peintre dans un atelier de finition, de nickelage, d'émaillage et de peinture d'appareils de mesure électrique. Il est alors en bonne santé : il a déjà travaillé comme peintre et la visite médicale d'embauche n'a révélé rien de particulier.

Cependant, le 18 février il tombe malade. Un dermatologue de l'arrondissement adresse une lettre au médecin du travail du même arrondissement. Elle dit entre autres :

« Trichlore : réaction immédiate, rougeur et œdème, sensation d'étouffement au contact du trichlore... »

« Je pense qu'il est nécessaire de prévoir un changement de poste et vous le confie dans ce sens... »

A ce moment N... a un entretien avec le chef du personnel qui lui dit en substance :

« Voici ma carte de visite, remettez-la au médecin du Travail, ainsi nous pourrions mieux nous expliquer par téléphone. »

Après la visite à la Médecine du Travail, N... est licencié sans autre forme de cérémonie par le chef du personnel qui lui propose tout au plus un emploi d'« Homme de toutes mains » à un salaire nettement inférieur et de toute façon pour une durée de quinze à vingt jours. Naturellement N... refuse, il a bien conscience que sa « maladie professionnelle » a été contractée dans des conditions bien précises de travail, imposées par l'entrepreneur capitaliste : choix des produits (toxiques), local de travail faisant à désirer, mesures de sécurité négligées en raison du rythme de travail exigé, le tout obéissant à la seule loi que connaissent les bourgeois et leurs valets : celle du profit maximum, sur l'autel de laquelle sont sacrifiés les travailleurs exploités, en premier lieu le prolétariat immigré.

Un autre peintre, intérimaire, nous a affirmé que le premier jour de son embauche dans cette boîte, il a passé la nuit à vomir... quinze jours de travail dans ces conditions lui semblent un maximum.

Mardi après-midi, l'Inspection du Travail n'a toujours pas donné son accord au licenciement que le représentant des patrons avait de toute façon décidé depuis longtemps. Une fois pressé, le citron doit être jeté.

Les délégués C.G.T. réclament :
— La réintégration du travailleur dans l'entreprise ;

— Sa mutation sans déclassement.
— L'amélioration immédiate des conditions d'hygiène et de sécurité.

Mais nous savons qu'il ne suffit pas de lutter contre les effets des difficultés et de la misère des travailleurs mais qu'il faut en neutraliser les causes, c'est-à-dire abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, abolir le salariat.

Bâtissons ensemble, une société où, selon l'expression de Joseph Staline, l'homme sera le capital le plus précieux. Un délégué du personnel C.G.T.

A propos du soutien au peuple chilien... encore une fois sur les Trotskystes

Déjà nos trotskistes de Rouge avaient fait de grands efforts à propos du Chili... pour attaquer la Chine. Leur médiocre besoin démagogique au service du révisionnisme moderne n'avait pas fait long feu, qu'ils s'agitèrent de nouveau lors de la venue en France de l'ambassadeur fasciste de la junte — nous y reviendrons plus loin. Mais voilà que ces « internationalistes » de première ligne agitent encore leur drapeau du « soutien au peuple chilien ». Dénoncer la réunion du « Club de Paris » qui s'est tenue le 23 mars — réunion où les représentants de l'Etat fasciste chilien négocieraient avec les grandes puissances occidentales, les « aides » qu'elles pourraient lui apporter — dénoncer cette réunion, c'est bien le minimum que l'on doit faire quand on se prétend les meilleurs dans la campagne de solidarité.

Mais, puisque nos trotskistes nous rabattent les oreilles avec leur soldisant soutien : parlons-en !

Pour les marxistes-léninistes le soutien internationaliste est en premier lieu un soutien politique — ce qui ne signifie nullement que nous négligeons toute forme de soutien matériel, bien au contraire. Un soutien politique cela implique mener un travail d'explication politique des événements tragiques, sur les responsabilités de telle ou telle ligne politique des partis et organisations qui ont trompé le peuple pour les mener à l'impasse. Car les événements du Chili concernent tous les peuples épris de paix, d'indépendance et de liberté, toutes les forces révolutionnaires et progressistes du monde. Apporter notre soutien c'est tirer les leçons de la ligne générale qui a abouti à l'écrasement temporaire du mouvement ouvrier et démocrate chilien. Tirer les leçons, cela ne veut évidemment pas dire entrer dans les détails ou des faits particuliers, principalement nationaux qui restent dans le cadre intérieur du mouvement démocratique et révolutionnaire au Chili. Tirer les leçons, c'est donc combattre les idées fausses pour faire triompher les idées justes.

Or, que font Krivine et consorts ? Après avoir dénoncé du bout des lèvres la « voie chilienne », les voilà qui lancent appel du pied sur appel du pied aux dirigeants révisionnistes du P.-C.-F. pour organiser ensemble

une campagne de soutien à la lutte du peuple chilien. Les deux derniers en date sont la manifestation contre l'ambassadeur et celle du 25 mars contre la réunion du Club de Paris. Lors de la première ils avaient manœuvré longuement pour tenter de rejoindre le cortège révisionniste et pour la seconde, ils n'ont pas hésité à les inviter à participer à cette manifestation.

Comment peut-on prétendre apporter un soutien et tenter par ailleurs toutes les manœuvres opportunistes, les appels pour s'acoquiner avec ceux-là mêmes, qui en France ont colporté et colportent toujours de plus belle leur « théorie » fallacieuse de la voie pacifique au socialisme. Leurs paroles et leurs actes se tournent le dos et marchent en sens inverse. Krivine et consorts ne cherchent qu'une chose, être assis sur le même banc que les Marchais et leur maître Brejnev : le banc des traîtres du mouvement ouvrier révolutionnaire et communiste. A cela d'ailleurs, rien d'étonnant puisque le « petit judas Trotski » n'a cessé, sa vie durant de falsifier le marxisme, de s'opposer au léninisme, puis de salir la construction du socialisme en Union soviétique sous la conduite de Staline.

Krivine veut une place sur le banc des traîtres, nul doute qu'il l'obtiendra. Jusqu'à présent nos trotskistes ont trop bien servi Brejnev, comme l'a illustré leur attaque incessante contre la Chine et ses dirigeants, et Marchais en France, en cautionnant finalement le programme capitaliste de l'alliance révisionniste-social-démocrate.

A propos du Chili, ils parlent beaucoup de soutien, mais finalement en se cantonnant à un vague soutien matériel et en blanchissant le révisionnisme, ce n'est pas la lutte armée du peuple chilien qu'ils soutiennent mais la ligne révisionniste internationale.

Voilà bien le compromis opportuniste qui consiste à s'acoquiner avec les révisionnistes pour tenter de partager le butin avec eux — en l'occurrence tenter de sauver le révisionnisme de la déconiture pour en tirer un profit politique.

Les marxistes-léninistes ne tremperont pas dans ces magouilles honteuses, ils les dénonceront.

Commandez
notre nouvelle
brochure

le défi révisionniste

(André Colère)

Prix : 2 F

E - 100

Librairie "Les Herbes Sauvages"
70, rue de Belleville - 75020 PARIS

NOUVEAUTÉS

AUX EDITIONS TIRANA

Le Pont (récite) 3,90
Quand on prie (écrite) 6,55
Le VI^e Congrès de la Jeunesse du Travail d'Albanie 2,65

AUX EDITIONS DE HANOI

Lointaines étoiles (récite) 5,35

AUX EDITIONS DE PEKIN

Le coq chante à minuit (enfant) 0,90
Intention perfide et procédé méprisable — Critique de « La Chine »
d'Antonioni 0,40
La petite bibliothèque du marxiste-léniniste 25,00

QUELQUES AUTRES TITRES
QUE NOUS POUVONS VOUS PROCURER

Georges Politzer : Principes élémentaires de philosophie 9,00
Norodom Sihanouk : La C.I.A. contre le Cambodge 30,00
P.O. Lissagaray : Histoire de la Commune de 1871 14,00
Juliette Minces : Les travailleurs étrangers en France 35,00
Edmond Maire - Charles Piaget : Lip 73 10,00

PLUS QUE JAMAIS

Soutien total au peuple cambodgien

ECHOS DE PHNOM PENH

Il y a quatre ans, un coup de force de la C.I.A. contraignait à l'exil le prince Sihanouk, seul chef d'Etat légitime du Cambodge. Mais aussitôt la résistance du peuple cambodgien s'organisait. Répondant à l'appel solennel lancé le 23 mars 1970 par le chef de l'Etat, le F.U.N.K. était créé, rassemblant toutes les couches patriotiques du peuple, soudées par une haine commune de l'agresseur impérialiste, une même volonté de redonner au Cambodge l'indépendance et la liberté.

Depuis, l'offensive populaire n'a cessé de se développer avec impétuosité, libérant la quasi-totalité du pays. Quatre ans après l'agression des impérialistes américains, la situation est excellente pour les forces patriotiques qui développent l'offensive finale. Terrés dans leurs bunkers de Phnom Penh, Lon Nol et sa clique sont désormais totalement paralysés, le moral de leur armée en déroute baisse chaque jour, la population, révoltée par leurs crimes, se soulève massivement contre eux, tandis que les F.A.P.L.N.K. remportent chaque jour victoire sur victoire et qu'un Cambodge prospère s'édifie dans les zones libérées.

Dans cette situation, plus que jamais notre solidarité à la juste cause du peuple cambodgien doit s'affirmer de façon agissante. Multiplions les initiatives pour la faire connaître et l'expliquer, réfutons les calomnies déversées par la presse réactionnaire, développons de façon vigoureuse le soutien politique et matériel, exigeons du gouvernement français la rupture des relations diplomatiques avec la clique de Lon Nol et la reconnaissance du G.R.U.N.K., ayant à sa tête le prince Sihanouk, seul gouvernement légitime du Cambodge. C'est là pour nous, communistes marxistes-léninistes, un devoir impératif dicté par l'apport irremplaçable de la lutte du peuple cambodgien à tous ceux qui combattent l'impérialisme et la réaction.

Chaleureux meeting de solidarité à Paris

Le 19 mars, 600 personnes attentives et enthousiastes ont répondu à l'appel lancé notamment par le MNSPI, le CILA, l'Humanité rouge, la gauche révolutionnaire, pour manifester leur soutien au peuple cambodgien en célébrant le 4^e anniversaire de la création du FUNK et des FAPLANK.

Illustré de diapositives, l'exposé retraçant l'histoire de l'agression américaine au Cambodge et celle de la résistance et des victoires du peuple khmer a souligné la volonté indomptable de l'immense majorité du peuple de libérer la patrie agressée, son unité d'acier au sein du FUNK et des FAPLANK, son mépris des menaces et des bombes américaines, en même temps que la panique qui règne au sein de la clique fantoche qui, privée de l'appui de ses maîtres américains, serait balayée en quelques heures.

Le programme artistique de danse et de chants présenté par le comité FUNK de Paris a été chaleureusement applaudi par la salle, enthousiasmée par sa qualité alliée à un haut contenu révolutionnaire.

Enfin M. In Sokan, chef-adjoint de

la mission du GRUNK en France a présenté un exposé sur la situation actuelle de la guerre révolutionnaire de libération nationale et populaire menée par le peuple cambodgien sous la bannière du FUNK, contre l'agression US et le régime antinational, pourri et fasciste de leurs valets de Phnom Penh. Il a développé la position de lutte sans acceptation de compromis ni recul du FUNK, du GRUNK et des FAPLANK jusqu'à la réalisation totale des cinq points de la déclaration du 23 mars 1970 de S.N. Sihanouk.

Il devait répondre ensuite à de très nombreuses questions posées par la salle et concernant l'avenir du Cambodge, la situation militaire actuelle et les perspectives de la bataille de Phnom Penh, la vie nouvelle qui s'édifie dans les zones libérées, les positions internationales du GRUNK, etc.

Une motion finale, adoptée par tous les participants a réaffirmé leur volonté unanime de développer davantage encore la solidarité à la lutte de l'héroïque peuple cambodgien et l'exigence de voir reconnaître ses représentants légitimes par le gouvernement français.

A Grenoble, grand succès de la soirée commémorative du IV^e anniversaire de la fondation du F.U.N.K. et des F.A.P.L.N.K.

Organisée par le Comité du FUNK de Grenoble cette soirée a connu un vif succès. Les nombreux amis du peuple cambodgien venus exprimer leur soutien et solidarité avec l'héroïque peuple cambodgien, regardèrent avec intérêt et admiration :

— une exposition-photo relatant la lutte armée héroïque du peuple contre l'impérialisme U.S. et la clique de Lon Nol,

— une table de vente de disques révolutionnaires et de brochures,

— une carte des environs de Phnom Penh montrant la progression de F.A.P.L.N.K.

Puis, une série de diapositives retraçant le coup d'Etat du 18 mars 1970 ainsi que les différentes étapes de la résistance du peuple cambodgien, les armes à la main, fut projetée. Cette projection fut suivie d'un débat animé par un représentant local du

FUNK qui répondit à de nombreuses questions portant tant sur la politique intérieure qu'extérieure du FUNK.

Ensuite débuta la partie artistique de la soirée, remarquable par sa richesse et par l'enthousiasme révolutionnaire des patriotes. Danses, danses mimées, chœurs populaires ont captivé la nombreuse assistance. Une chanson mimée représentant la « Lutte des paysans contre les yankees et leurs valets » a été chaleureusement applaudie et ovationnée.

A cette occasion les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge ont remis au FUNK la modique somme de 222 F.

VIVE LE FUNK ET LES FALPNK !
EXIGEONS LA RECONNAISSANCE
DU GRUNK PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS !

Correspondant H.R.

Les traîtres font la chasse aux enfants pour les forcer à se faire soldats

Extrêmement affolés devant leur manque d'effectifs qui s'aggrave de plus en plus, les traîtres de Phnom Penh n'ont pas hésité à intensifier le racolage des enfants pour les envoyer ensuite au front comme chair à canon. Actuellement, le nombre des « soldats mineurs » de 12 à 14 ans s'élève déjà à plus de 6.000.

Dans les rues de Phnom Penh, des policiers militaires font la chasse aux enfants pour les enrôler de force.

On sait que les traîtres ont tendu bien des pièges camouflés sous diverses enseignes visant à allécher les enfants et à les transformer en recrues. Mais, leurs machinations ont échoué car aucun enfant n'a donné dans le panneau. Maintenant, ils usent des mesures fascistes dans l'espoir de réaliser leur noir dessein.

Une seule voie s'ouvre devant les parents à Phnom Penh et autres régions sous contrôle provisoire de l'ennemi : conduire leurs enfants à la zone libérée pour leur assurer la sécurité, une éducation adéquate et un brillant avenir sous la gestion du F.U.N.K. glorieux.

bonne, la station de radiodiffusion, l'usine électrique, etc., mais les invitent encore à gagner rapidement la zone libérée.

Les tracts roses dénoncent les félons archi-antinationalaux, archi-pourris et archi-fascistes qui, à leur gré, ont arrêté, détenu arbitrairement des jeunes, élèves, étudiants, intellectuels, autres patriotes et les ont torturés sauvagement.

En outre, ces tracts appellent les habitants, jeunes, élèves, étudiants, autres intellectuels et les bonzes vivant dans les localités provisoirement occupées par l'ennemi, notamment Phnom Penh, à se soulever contre les traîtres, à s'unir aux F.A.P.L.N.K. pour renverser complètement et pour toujours les autorités félonnes.

Les Phnompenhois gagnent en masse la zone libérée

Le Comité du F.U.N.K. de la région du nord-ouest du Kampuchéa a accueilli chaleureusement bon nombre de familles domiciliées à proximité de l'ancien stade, qui ont gagné la zone libérée au début de la deuxième quinzaine de février. Il leur a accordé toute l'aide nécessaire.

Parmi les nouveaux venus, on trouve des ouvriers de l'usine électrique



Dans la zone libérée des équipes médicales fonctionnent et sont prêtes, à tout moment, à rejoindre le front.

Encore des tracts distribués à profusion dans Phnom Penh

Les habitants des quartiers de Beng Trabek, Beng Keng Kang, Peth Chen, Tuol Svay Prey, Kleang Rumsév, Tuk Lor Ak et des environs de l'hôpital khméro-soviétique à Phnom Penh ont, la semaine dernière, ramassé et parcouru avec une attention éveillée des tracts imprimés sur papier vert et rose répandus à profusion dans les rues et ruelles et les appelant à un soulèvement généralisé.

Les tracts verts non seulement appellent les habitants à s'éloigner des résidences et des points militaires stratégiques de l'ennemi comme les camps militaires, les dépôts de munitions et de carburants, les sièges de l'état-major général de l'armée fantoche, du ministère de la défense nationale, du service de la sécurité fé-

de Phsar Tauch et des fonctionnaires, instituteurs, élèves et étudiants.

Ravis d'avoir rencontré leurs proches et leurs amis qui les avaient précédés en passant dans la zone libérée, les nouveaux venus les ont informés de la situation actuelle à Phnom Penh : famine, racolage, prise forcée de sang, pillage... en bref, tout ce qui menace quotidiennement les habitants. A présent, il n'y a plus aucune garantie de sécurité.

Bouillonnant de haine contre le régime archi-antinational, archi-fasciste, archi-pourri des traîtres de Phnom Penh, ces habitants ont sacrifié leurs biens, leurs maisons en quittant leur village pour gagner la zone libérée et y édifier une vie nouvelle.

« En venant ici, je me sens renaitre », répètent plusieurs d'entre eux avec un accent d'enthousiasme émouvant.